

■ Simulation politique

Article de nouvelles de politique québécoise

UNE ÉTUDE PROPOSE L'ABOLITION DES CÉGEPS

Le sujet revient périodiquement dans le débat public et hier n'a pas fait figure d'exception. Deux chercheurs de l'Université Laval, Normand Giroux et Nathalie Royer, ont publié une étude recommandant l'abolition des cégeps et l'ajout d'une année supplémentaire au secondaire et au baccalauréat. Selon leur étude, un tel changement aurait deux principaux avantages. D'abord, cela permettrait aux étudiants d'accéder plus rapidement à l'université, ce qui devrait augmenter leur motivation envers les études et leur réussite. Ensuite, un tel changement entraînerait des économies substantielles, en transférant une partie des enseignants collégiaux actuels au secondaire, où les salaires sont légèrement moins élevés, et en éliminant toute une structure bureaucratique. De plus, les universitaires ont publié un sondage indiquant que 47 % des Québécois sont pour l'abolition des cégeps, tandis que 43 % sont contre cette proposition, avec 10 % d'indécis.

Sans surprise, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a réagi en dénonçant l'étude en question et en réitérant sa confiance envers le réseau collégial actuel. Martin Blouin-Gauthier, président de la FECQ, s'est exprimé publiquement en affirmant que « depuis la création des cégeps en 1967, plusieurs ont proposé leur abolition. Chaque fois, on a fait le débat dans la société, mesuré les arguments pour et contre l'abolition, et chaque fois, on a décidé que les cégeps apportaient une nette contribution à la société québécoise ». Finalement, la FECQ invite les universitaires à débattre d'autres enjeux d'actualité plutôt que celui-là.

